



Le 6 Avril 1994, l'attentat perpétré par la rébellion Tutsi contre le Président Hutu Habyarimana plonge le Rwanda dans le chaos. Se déroule alors le plus atroce génocide de la fin du XX<sup>e</sup> siècle. Le 22 juin, l'ONU autorise de bout des lèvres la France à intervenir pour faire cesser les massacres. Jacques Hogard est désigné pour prendre le commandement d'un des trois groupements opérationnels de l'opération *Turquoise*.

Homme dévoué à son pays, il raconte comment il a exécuté avec fermeté, humanisme et diplomatie, cette difficile mission.

Par son témoignage, Jacques Hogard rétablit la vérité sur cette terrible période de génocide, de rébellion, de pillages, d'exode... Il livre ici la complexité de cette opération à la fois militaire, humanitaire, diplomatique, politique et médiatique.

*Jacques Hogard est né en 1955 dans une famille de militaires. Officier à la Légion Étrangère, il parcourt l'Afrique dès le début des années 1980. Il termine sa carrière au grade de Colonel après une dernière opération au Kosovo. Il dirige aujourd'hui un cabinet d'intelligence économique.*

ISBN: 2-7556-0054-3



9 782755 600544 10 €

Jacques Hogard

LES LARMES DE L'HONNEUR

Jacques Hogard

# LES LARMES DE L'HONNEUR

60 jours dans la tourmente du Rwanda



Hugo doc

## Préambule

Subitement, le claquement des pales et le rotor de l'hélicoptère se font entendre. À peine l'hélico est-il posé qu'en surgissent les deux officiers qui, à grandes enjambées, me rejoignent. Je les salue. Nous nous dirigeons vers les hommes au garde-à-vous qui nous attendent. Les commandements claquent, la prise d'armes commence.

Elle est très simple, réduite à un court face à face entre une section de légionnaires français et un petit détachement de l'armée éthiopienne aux ordres de mon homologue et successeur, un grand colonel tigréen, manifestement assez mal à l'aise face à la mission difficile qui l'attend en terre francophone où il se sent étranger.

Nous sommes le 21 août 1994, il est dix heures du matin. Sur le tarmac du petit aérodrome de Cyangugu, dans le sud-ouest du Rwanda, je viens d'accueillir le général Lafourcade, patron des forces françaises engagées dans la région des Grands Lacs africains depuis deux mois jour pour jour, et son adjoint, le colonel Le Flem. Ils arrivent de Goma, au Zaïre, où se trouve le PC de l'opération *Turquoise*.

Bien sûr, il y a la relève. Nous ne laissons pas la place au vide ou au chaos. Cela fait des semaines que nous nous tuons à l'expliquer à nos interlocuteurs rwandais de bonne volonté. Ceux qui, au péril de leur existences, ont accepté de nous aider. Ceux qui sont devenus mes amis, Théodore Munyangabe et Augustin Cyiza. Mais cette relève est effectuée par les Éthiopiens qui, pour nos interlocuteurs, ressemblent tant aux Tutsi, et qui, comme eux, ne parlent pas ou mal le français. Cette MINUAR 2, déjà décriée et décrédibilisée, précède inéluctablement l'arrivée des « Maquisards » du FPR<sup>3</sup>, considérés comme le diable par toute une population.

« Et vous croyez, mon colonel, que nous pourrions travailler en confiance avec ces Éthiopiens ? » me demandent en chœur Théodore Munyangabe et Augustin Cyiza. La peur de l'inconnu, de l'arbitraire, de la revanche, des représailles et, bien sûr, même si on ne le dit pas ouvertement, de la restauration du joug féodal des Tutsi étreint les cœurs et les esprits en cette fin du mois d'août 1994.

Comme le capitaine Guibert et mon radio, je suis fortement ému, car je sais bien que notre action n'a eu qu'un temps, que celui-ci est irrémédiablement révolu,

3. FPR : Front Patriotique Rwandais : mouvement rebelle Tutsi créé en 1987 par Fred Rwigema et Paul Kagamé en Ouganda, avec pour objectif la reconquête du pouvoir au Rwanda.

et je devine, confusément, que les problèmes un moment calmés vont se réveiller avec force et douleur...

Le mandat donné à la France par l'ONU en juin avait une durée limitée à deux mois. S'il était impossible de refuser à la seule puissance volontaire de s'interposer pour faire cesser les massacres, mettre fin au génocide et porter secours aux populations, il était en revanche hors de question dans un contexte international très hostile de confier à notre pays une sorte de tutorat sans limites sur une parcelle de sol rwandais.

Ces deux mois sont écoulés. Nous devons partir. Nous nous retirons. C'était prévu et le métier de soldat exclut les états d'âme.

Néanmoins, comment ne pas penser à l'avenir si sombre de ce pays marqué par une tragédie sans précédent ? Comment ne pas se sentir concerné par les populations côtoyées pendant deux mois et par leurs terribles épreuves, passées et probablement futures ? Comment ne pas se sentir frustré de partir alors que nous commençons tout juste à voir apparaître les fruits de notre action, de nos efforts ? Comment ne pas se sentir solidaire de ces gens courageux, aimant leur pays, la justice, la liberté, et qui nous ont fait confiance ? Comment ne pas être inquiet pour eux ?



## Alerte à Djibouti

Au printemps 1994, je termine à Djibouti un séjour de deux années particulièrement bien remplies dans la Corne de l'Afrique. Les médias du monde entier ne cessent de nous décrire jour après jour l'épouvantable génocide qui se déroule au Rwanda, le « pays des mille collines ». Il débute avec l'assassinat, le 6 avril, du président Juvénal Habyarimana et de son homologue burundais Cyprien Ntaryamira.

Vers 20 h 30, ce jour-là, le Falcon 50 de la présidence rwandaise ramenant, les deux présidents Hutu du Rwanda et du Burundi d'un sommet régional sur la question des Grands Lacs d'Afrique, est détruit par un missile sol-air SAM 16. L'avion était en phase d'atterrissage au-dessus de l'aéroport de Kigali. Seules les forces du FPR présentes à Kigali dans le cadre des dispositions des accords d'Arusha disposent de telles armes. Par la suite, et malgré ses dénégations, tous les éléments d'enquête désigneront le FPR, et son chef, l'actuel président rwandais Paul Kagamé, comme instigateur et organisateur de cet assassinat déclencheur du génocide du siècle.



organigrammes politiques et militaires, et à préparer matériellement le départ.

Étant donné les déclarations martiales du FPR, notamment de son chef Paul Kagamé, annonçant au monde entier son intention de combattre les Français s'ils interviennent au Rwanda, je n'hésite pas à forcer les dotations en matériels : mortiers, mitrailleuses 12,7<sup>8</sup>, fusils de précision 12,7, transmissions, appareils de vision nocturne de façon à être en mesure de parer à toute éventuelle agression. « Ça peut toujours servir. » Cela rassure les hommes ! Les véhicules, 4 x 4 de type P4 et VLRA<sup>9</sup>, sont préparés et contrôlés avec soin.

Faveur insigne que me réserve le chef d'état-major des forces françaises à Djibouti, j'ai la liberté de choisir les membres de mon état-major tactique.

J'obtiens alors le concours de quatre collaborateurs principaux. Le lieutenant-colonel Jean-Louis Laporte, commandant en second chargé principalement de l'organisation matérielle (notamment des transmissions) et de la logistique (ravitaillements en vivres, eau, munitions, médicaments, évacuations sanitaires,

8. 12,7 : mitrailleuses de calibre de 12,7 mm, très utiles en appui d'infanterie, à 1 000/1 200 mètres.

9. VLRA : véhicule tout terrain de transport de troupe, en service dans l'armée française, pouvant transporter un groupe de combat d'infanterie (10 hommes).

etc.), qui sera d'une discrétion et d'une efficacité parfaites tout au long de l'opération, veillant à tous les détails et prodiguant ses conseils avec tact et intelligence.

Le capitaine Bruno Guibert, adjoint responsable des opérations, de caractère aussi réservé que son intelligence est vive.

Le capitaine Bernard Gondal, chargé de l'acquisition et du traitement du renseignement, dont il est un spécialiste chevronné, de surcroît fin connaisseur de la zone. Le capitaine Georges Le Menn, second officier opérations, indestructible comme du granit breton, vieille connaissance du 2<sup>e</sup> REP<sup>10</sup> où nous avons servi ensemble quelques années plus tôt.

Tous sont des officiers de profils et de personnalités très différents, mais très complémentaires. Ils ont en commun d'être solides, expérimentés, ouverts. Je me sens en sympathie avec eux. Ils sont de plus issus des meilleures unités de parachutistes, des troupes de marine ou de la Légion Étrangère.

Deux sous-officiers supérieurs de grande valeur, le marsouin parachutiste Rebeyrol-Brimeur et le légionnaire parachutiste Faustino Rosalès, viennent se joindre à eux. Ils vont former une équipe unie, cohérente, très

10. 2<sup>e</sup> REP : 2<sup>e</sup> Régiment Étranger de Parachutistes (Légion Étrangère) basé à Calvi (Haute Corse).

professionnelle. Sur eux repose toute l'efficacité de l'état-major du « groupement Sierra », indicatif attribué au groupement Sud que je suis appelé à commander.

Sur le terrain, ce « groupement Sierra » sera composé d'unités de la Légion, rodées aux opérations extérieures : la 1<sup>re</sup> compagnie du 2<sup>e</sup> REI<sup>11</sup> venue de Nîmes, aux ordres du capitaine Franck Nicol. La 3<sup>e</sup> compagnie de la 13<sup>e</sup> DBLE, en provenance de Djibouti, est commandée par le capitaine Daniel Bouchez. Ils sont bientôt rejoints et renforcés par un détachement de l'armée nationale tchadienne, dont le chef est un guerrier zaghawa, le capitaine Wardougou Darkon. Le groupement dispose en outre d'une unité un peu particulière, à effectif réduit (une dizaine d'hommes) mais à haute valeur ajoutée, l'équipe de commandos parachutistes du 2<sup>e</sup> REP, commandée par le lieutenant Didier Raoul.

Tous auront, tout au long de cette opération, un comportement responsable, intelligent et courageux.

Il y aura bien sûr quelques inévitables couacs, tel le comportement de ce caporal-chef, un soir, à Cyangu, qui, décompressant plus qu'il ne l'aurait dû, après s'être procuré et vidé quelques bouteilles de Primus, la bière

---

11. 2<sup>e</sup> REI : 2<sup>e</sup> Régiment Étranger d'Infanterie (Légion Étrangère), basé à Nîmes (Gard).

locale, s'en va témoigner de son estime pour la presse internationale en allant uriner sur la dizaine de journalistes en train de dormir paisiblement sous la tente que nous avons mise à leur disposition !

Malgré l'heure tardive, le général Coppin et le chef de corps de la 13<sup>e</sup> DBLE, le colonel Perez, viennent nous dire au revoir et bonne chance.

Nous décollons en plusieurs vagues vers Goma, au Zaïre, où se regroupent les forces de *Turquoise*.

Je ne dors pas beaucoup durant ce court voyage, pensant bien sûr au Rwanda, à la situation dramatique qui y prévaut, à ce que nous allons bien pouvoir y trouver, à la mission difficile qui nous attend. Je pense, aussi bien entendu, à ma famille, rentrée en France quelques semaines plus tôt, que j'aurais dû normalement rejoindre pour la naissance programmée début juillet d'un sixième enfant. Je pense enfin aux hommes qui m'entourent, qui me regardent et attendent désormais tout de moi.

Aux premières heures du jour, ce 29 juin, le DC10 de Shabair à bord duquel je voyage rallie Goma, ville zaïroise frontière du Rwanda.

Nous sommes tous aux hublots : l'avion amorce une large boucle. Nous survolons la région des volcans, dont les sommets sont rougeoyants. Le ciel, peu à peu, s'éclaire alors que la terre d'Afrique est encore plongée dans l'ombre. La scène est saisissante de beauté. Pour un peu, nous nous laisserions prendre par la magie du spectacle.

Un véhicule vient me récupérer pour aller me présenter au « patron » de l'opération, le général Jean-Claude

Lafourcade. Grand et mince, des lunettes à fine monture d'acier, ce marsouin parachutiste a commandé le 8<sup>e</sup> RPIMa<sup>13</sup>. De prime abord un peu froid et sec, il me donne ses ordres rapidement, de manière précise.

C'est la première fois que je rencontre cet officier général. Je vais apprendre à le connaître et à l'estimer. Animé par le désir de justice et de justesse dans ses décisions, soutenu, je l'ai su plus tard, par la pratique discrète mais intense de la prière, ses ordres sont toujours clairs, empreints du souci de répondre en esprit à notre mission et préoccupé du destin des populations civiles.

Proche de ses trois commandants de groupement, il sera pour moi d'un accès facile et direct pendant toute la durée de l'opération. Je trouverai en lui un soutien précieux dans mes propres responsabilités de commandement. Nous prenons très vite l'habitude d'un contact téléphonique régulier par inmarsat<sup>14</sup> chiffrée. Je n'ai jamais l'impression de le déranger, quelle que soit l'heure du jour ou de la nuit, quelle que soit l'importance de mon souci du moment. Sa manière de conjuguer hauteur de vue et pragmatisme était de nature à susciter mon adhésion et ma confiance.

13. 8<sup>e</sup> RPIMa : 8<sup>e</sup> Régiment Parachutiste d'Infanterie de Marine, basé à Castres (Targ)

14. inmarsat : valise téléphonique permettant les liaisons par satellite.



J'ai en effet depuis longtemps une profonde estime pour cet officier à la personnalité rayonnante et charismatique, qui a commandé le 1<sup>er</sup> Régiment parachutiste d'infanterie de marine et qui sera le général en activité le plus décoré de l'armée française des temps modernes (8 titres de guerre !). Véritable force de la nature et plein d'humanité, caractère entier et intelligence supérieure, cet authentique soldat ne laisse pas indifférent et a le don de bousculer les habitudes et les conformismes.

Son aura et son prestige sont immenses auprès des hommes de terrain, qui ont depuis longtemps reconnu en lui l'un de leurs meilleurs chefs.

Les quelques jours de consigne passés à ses côtés vont m'être très profitables pour la suite. Je peux même dire que c'est le colonel Rosier qui me met fraternellement le pied à l'étrier, en me facilitant la tâche par tous les moyens à sa disposition.

Je peux ainsi reconnaître ma future zone de responsabilité en véhicule et en hélicoptère, prendre nombre de contacts indispensables au bon déroulement de mon déploiement et de ma mission. Je vais ainsi rencontrer les autorités rwandaises encore en place à Cyangugu, le préfet, les sous-préfets, les bourgmestres de la ville et des communes alentours, le commandant

de la garnison et celui de la gendarmerie, l'évêque et les congrégations religieuses, mais aussi le représentant des rescapés de la communauté Tutsi à Nyarushishi, les responsables des ONG, etc.

J'entre aussi de plain-pied dans la réalité rwandaise. En particulier, deux événements me marquent fortement alors que je m'appête à prendre mes fonctions au Rwanda. Ces événements sont liés à deux noms de lieux : Bissessero et Butare.

Le 30 juin en fin d'après-midi, le colonel Rosier m'emmène avec lui en hélicoptère à Bissessero. Il vient de recevoir un compte rendu de l'un de ses éléments commandé par le capitaine de corvette Marin Gillier. Des survivants Tutsi viennent d'être recueillis par une patrouille de commandos marine et ils racontent leur terrible épreuve. Leurs habitations incendiées, ces malheureux, poursuivis par leurs assaillants, avaient trouvé refuge dans les bois voisins, s'étaient cachés pendant des jours et des nuits, vivant dans la peur d'être à tout moment découverts et assassinés. C'est la première fois que je me trouve en contact direct avec le drame que vient de vivre la minorité Tutsi du Rwanda.

Gillier décrit ce qu'il vient de voir. Sur plus de deux kilomètres, à la sortie d'un hameau, réduit en cendres par ses assaillants Hutu, le sol est jonché de cadavres

ainsi d'une piste d'atterrissage en dur et donc d'une plate-forme logistique essentielle, dans d'excellentes conditions de sécurité et de liberté d'action.

En rentrant en ville, nous découvrons avec étonnement l'état des routes et chaussées parfaitement entretenues du Rwanda, par opposition à celles que nous venons de parcourir côté zaïrois. Cyangugu est encore une ville paisible, dont les milliers d'habitants vaquent à leurs occupations, semblant étonnamment ignorer la dramatique situation militaire et politique de leur pays. La population nous manifeste une chaleur démonstrative ; des centaines de gens arborant à la main de petits drapeaux français, acclament les véhicules militaires français.

Bientôt, je rencontre les autorités locales qui affectent de nous réserver un accueil tout aussi chaleureux. Tellement chaleureux, d'ailleurs, que je mesure immédiatement la nécessité de conserver nos distances et de ne manquer aucune occasion de rappeler à tous notre absolue neutralité face aux parties en présence.

Très vite, il me faudra mettre les points sur les i au préfet Étienne Bagambiki. J'ignore alors totalement son « background » mais il ne m'inspire d'emblée que peu de sympathie.

Deux jours après notre arrivée, je constitue un comité de coordination réunissant les différents acteurs locaux

(administration, armée, gendarmerie, mais aussi OI<sup>20</sup>, ONG) et lui explique notre mission : fondamentalement neutres, nous devons faire cesser immédiatement les massacres et autres règlements de comptes quels qu'ils soient. C'est la condition première à la restauration du dialogue, dans l'esprit des accords d'Arusha.

Bagambiki, je l'apprendrai plus tard, est un personnage influent venant du MRND, le parti du président assassiné, dont il est l'un des durs. Nous réalisons vite qu'il n'est pas franc du collier et qu'il tente de nous doubler en manipulant ses réseaux extrémistes. Je dois donc le mettre sévèrement en garde contre les conséquences de ses agissements présumés et de ses liens probables avec les bandes d'Interahamwe avec lesquelles nous aurons quelques accrochages. Dès lors, la défiance s'installe entre nous. Cela n'ira pas beaucoup plus loin : Bagambiki disparaît à jamais le 18 juillet<sup>21</sup> après avoir appelé au pillage de la préfecture de Cyangugu et à l'exode de la population vers le Zaïre. Ce jour-là, date de la fuite au Zaïre des derniers représentants de l'ancien régime, le désossage des bâtiments de la préfecture

20. OI : Organisations Internationales telles que Croix Rouge Internationale, PAM, PNUD, etc.

21. Pas tout à fait, d'ailleurs, car Bagambiki sera arrêté en 1998 au Togo, traduit devant le Tribunal Pénal International d'Arusha... et finalement gracié ! Ce qui me paraît d'autant plus scandaleux que cette juridiction détient toujours un officier sans peur et sans reproche, qui, lui, n'a pas de crimes sur la conscience, le général Gratién Kabiligi.

sera réalisé en un temps record par une nuée de Rwandais sans que nous ayons le temps de nous y opposer ! Comme je le raconte plus loin, en revanche, l'exode massif des populations n'aura pas lieu.

Si nos relations avec la plupart des représentants du pouvoir et de l'administration sont empreintes de méfiance et d'arrière-pensées, nos contacts avec certains cadres militaires des FAR sont d'une toute autre qualité.

Dans les tout premiers jours de juillet, alors que Kigali n'est pas encore tombée aux mains du FPR, un hélicoptère Gazelle se pose à Cyangugu. Ce doit être le dernier en état de voler dans l'armée rwandaise. Un officier en descend, en tenue de combat, couvert de poussière, le visage marqué par la fatigue et les tensions des derniers combats, digne mais pathétique par le désarroi qu'il reflète. Il se présente : général de brigade Kabiligi Gratien. Le chef des opérations des FAR me fait part de la situation désespérée dans laquelle se trouvent les forces gouvernementales, totalement soumises à l'embargo sur les armes et les munitions, face au FPR puissamment soutenu par l'Ouganda et les États-Unis. Il me demande des armes et des munitions avec l'énergie du désespoir. Je lui réponds que je n'en ai pas, et que même si j'en avais, je ne pourrais les lui donner du fait de notre neutralité absolue. Il pense aux combats en cours, à ses hommes qui se battent désespérément avec de moins en moins de moyens.

Il insiste, ne comprenant pas ce qu'il considère comme un « changement d'attitude » de notre pays, « autrefois allié » du sien.

Je lui rétorque alors qu'il ne peut pas ignorer qu'un abominable génocide de populations innocentes vient d'ensanglanter le pays. Ce fait majeur discrédite totalement le gouvernement qui n'a pas voulu ou su empêcher cette tragédie. Un tel gouvernement est de fait condamné.

J'ai alors une longue conversation avec cet officier général, haut responsable de l'armée rwandaise et combattant courageux (j'apprendrai plus tard, par d'autres, qu'il s'est distingué plusieurs fois depuis 1992 par son héroïsme au combat, notamment à Byumba). Surtout, j'en conclus qu'il n'a pas, qu'il ne peut pas avoir eu de responsabilité dans le déclenchement et la mise en œuvre du génocide. Il ne nie pas le génocide mais, pendant que les milices extrémistes, et même un peuple entier, sur les arrières, se livraient au massacre de la minorité Tutsi et des opposants Hutu, lui se battait devant, au front, là où il devait être. Il est avant tout un soldat, passé en quelques mois, au feu, du grade de lieutenant-colonel à celui de général. Il est chrétien, il souffre pour son pays. Il espère mourir en combattant, « pour l'Honneur ». Il n'aura pas cette chance et il est aujourd'hui détenu depuis 7 ans à Arusha, en Tanzanie, à la disposition du Tribunal pénal international.



Il n'est pas le seul des officiers rwandais rencontrés à me dire ces choses avec un tel accent de sincérité et de franchise. J'en rencontrerai d'autres, comme le colonel Venant Museronera, qui me marqueront aussi, moins peut-être que Kabiligi, dont j'ai éprouvé et mesuré l'honnêteté, le courage et l'énergie farouche. Ce sont eux qui forgeront ma conviction : l'essentiel de l'armée faisait son métier, celui de combattre au front la brutale poussée du FPR, et il existait bien au sein des FAR des petites frappes qui avaient participé sur les arrières aux massacres commandités par les extrémistes du régime. Je pense ainsi au triste lieutenant Samuel Imanishimwe, responsable du camp de Karambo, où se tient la garnison de Cyangugu, rencontré dans les premiers jours de notre déploiement et dont le sous-préfet Munyangabe me fera comprendre le rôle actif dans les règlements de compte et massacres perpétrés en ville au printemps.

Sur le comportement des FAR, j'aurai l'occasion, plus tard, de faire part de cette intime conviction lors de mon audition par la Commission parlementaire d'information sur le Rwanda.

## À la découverte du Rwanda

À Djibouti, avant de m'envoler pour ma mission, j'avais récupéré et lu tout ce qu'il était possible de trouver et d'apprendre sur le Rwanda, le « pays des milles collines », également appelé « la Suisse de l'Afrique », situé au cœur de cette magnifique région des Grands Lacs africains.

Le Rwanda est en Afrique un cas d'école, mais aussi un cas à part.

Contrairement à la très grande majorité des États africains, c'est un authentique État-Nation, c'est-à-dire un pays dont les frontières ne sont pas héritées de la décolonisation mais remontent aux origines. La population parle la même langue, le kinyarwanda, et partage une seule et même culture.

Mais s'il existe bien une et une seule « ethnie » rwandaise, la population est cependant partagée entre deux races principales, d'origines et d'apparences très différentes.

Les Hutu qui sont des agriculteurs d'origine bantoue, représentent environ 80 % de la population rwandaise.

Les premiers arrivés sur le sol rwandais (IV<sup>e</sup> siècle avant Jésus Christ ?), ce sont des paysans, selon l'expression des africanistes, les « hommes de la houe et de la glèbe ».

Les Tutsi sont des pasteurs et guerriers d'origine hamitique ou nilotique. Représentant moins de 20 % de la population, ils sont arrivés aux XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles en provenance de la vallée du Nil. Ce sont, par opposition aux Hutu, « les hommes de la vache et de la lance ».

L'Histoire a longtemps consacré la position dominante des Tutsi malgré leur faiblesse numérique. Du fait de leur vocation nomade et guerrière, ces derniers prennent progressivement le contrôle du Rwanda qu'ils unifient en grande partie, mais cependant pas en totalité, la partie nord-ouest du pays restant aux mains des Hutu.

Les Tutsi constituent pendant cinq siècles l'aristocratie rwandaise, au sommet de laquelle se trouve le Mwami<sup>22</sup>, le roi.

La royauté rwandaise si bien décrite dans un de ses ouvrages, *Les Derniers Rois mages*, par le diplomate

22. Le Mwami : roi (Tutsi) du Rwanda ; la monarchie Tutsi s'est imposée au Rwanda dès le XIV<sup>e</sup> siècle. Le dernier Mwami, Kigeri V Ndahindurwa, déposé en 1959, est l'oncle par sa femme, la reine Rosalie Gicanda, de Paul Kagamé, fondateur du FPR et actuel président du Rwanda. Sur les événements du Rwanda, le professeur Bernard Debré, ancien ministre de la Coopération, a écrit en 1998 un livre remarquable « *Le Retour du Mwami* » dénonçant notamment les génocides rwandais.

français Paul Del Perugia<sup>23</sup>, disparaît avec l'indépendance accordée par le colonisateur belge et la proclamation de la République en janvier 1961. Les élections générales qui suivent, selon le principe un homme = une voix, donnent bien sûr le pouvoir à l'écrasante majorité Hutu.

C'est alors le signal de l'exil pour une grande partie de l'élite Tutsi qui se réfugie dans des pays voisins (Ouganda, Tanzanie...), mais aussi en Belgique et au Canada.

C'est également le début d'une sanglante chronologie qui n'en finit plus.

Aux meurtriers règlements de comptes anti-Tutsi des années 60 (par ailleurs appelés la « révolution sociale » !), succède en effet une longue période pendant laquelle les Tutsi exilés tentent régulièrement des actions militaires à partir de l'Ouganda en vue de reprendre le pouvoir.

Cela leur est d'autant plus facile qu'un certain nombre d'entre eux exercent des fonctions de haute responsabilité dans l'appareil militaire ougandais du

23. Paul Del Perugia (1910-1994), diplomate, historien et écrivain français. En poste au Rwanda à la fin des années 50, il écrit alors « *Les Derniers Rois mages* », très belle et nostalgique description d'un temps révolu, celui de la monarchie rwandaise.

La coopération franco-rwandaise a débuté sous les présidences du général de Gaulle et de Grégoire Kayibanda mais prend son essor sous Valéry Giscard d'Estaing dans les années 70 (Un accord de coopération militaire entre les deux pays est signé en 1975). Elle prend encore plus d'importance sous la présidence Mitterrand et se concrétise au travers du déclenchement de l'opération *Noroît* début octobre 1990.

Cette opération consiste à stabiliser tout le pays, par le positionnement d'un détachement à deux compagnies (350 hommes au total) dans la capitale rwandaise, Kigali. Parallèlement, la France s'efforce d'incliner le pouvoir Hutu à plus de considération pour ses différentes oppositions et pour la communauté Tutsi.

L'opération *Noroît* que l'on pourrait qualifier de « paix au moindre coût », se termine en décembre 1993, après que les accords d'Arusha ont transféré à l'ONU la responsabilité du maintien de la paix au Rwanda.

Cette opération *Noroît* est aussi directement à l'origine de la controverse sur le rôle de la France au Rwanda. Elle est en effet l'expression d'un engagement militaire et politique très clair en faveur du régime Hutu du président Habyarimana, ce même régime auquel sera imputé, après l'assassinat du président, le génocide de 1994.

C'est en raison de ce parti pris initial de la France en faveur du régime Hutu, très largement majoritaire à défaut d'être démocratique selon les critères occidentaux, que sera déclenchée en 1994 une formidable campagne d'opinion internationale défavorable à l'intervention de la France et qui se poursuit aujourd'hui, en particulier chez nos amis anglo-saxons, fervents soutiens de l'Ouganda, un activisme très militant à l'encontre de notre pays.

Moins d'un an plus tard, les deux présidents Hutu du Rwanda et du Burundi sont assassinés le 6 avril 1994 au-dessus de Kigali. Leur avion est abattu par un missile sol-air tiré par une équipe de combattants du FPR, alors qu'ils revenaient de Tanzanie où venait de se tenir un sommet régional africain sur la situation des Grands Lacs.

C'est aussitôt le signal de la reprise des combats et du déclenchement des massacres. Devant la folie meurtrière qui s'empare du Rwanda, la France évacue dans l'urgence ses ressortissants comme c'est la règle dans ce type de situation (on l'a encore récemment vu en Côte d'Ivoire). C'est l'opération *Amaryllis* (avril 1994), exécutée par les cinq cents parachutistes du 3<sup>e</sup> RPIMa<sup>25</sup>, un régiment d'élite venant de France, via la République

25. 3<sup>e</sup> RPIMa : 3<sup>e</sup> Régiment Parachutiste d'Infanterie de Marine, basé à Carcassonne, alors commandé par le lieutenant-colonel Henri Poncet, futur patron de l'opération *Licorne* en Côte d'Ivoire, en 2004-2005.



Le Rwanda est, d'évidence, un pays pauvre qui ne constitue pas en soi pour les États-Unis un enjeu stratégique à lui tout seul. Mais, il est un élément d'un puzzle qui permet à la fois de contrer l'influence française en Afrique, d'y consolider la pénétration américaine, de soutenir les États anglophones, de faire barrage à l'irréductibilisme islamiste soudanais, de débarrasser le Zaïre de Mobutu, de rétablir un contrôle sur les richesses du sous-sol des provinces orientales du pays, etc.

Les enjeux de pouvoir régionaux sont, on le voit, très forts et très nombreux. Dès lors, tous les coups sont permis, contre l'action de la France. Dix ans après, les campagnes de mensonges, de rumeurs, de calomnies durent encore, et continuent d'agir sur les esprits et sur les mémoires.

Sur le terrain, nous allons nous trouver dans l'inconfortable position de celui qui a le doigt entre le marteau et l'enclume. Nous sommes coincés entre un pouvoir déliquéscent, responsable de l'un des plus grands génocides du siècle, lâché par une armée défaite militairement et en grand état de délitement, et une rébellion très active, soutenue indirectement (à travers l'Ouganda) mais activement depuis plusieurs années par les Américains et les Britanniques. Cette rébellion s'avance, bien armée, bien encadrée, bien organisée, bénéficiant d'une excellente logistique. Elle progresse

méthodiquement sur le terrain, se livrant, elle aussi, à un certain nombre d'exactions de grande ampleur, en représailles des massacres antérieurs. Si nous n'entendons pas la mécanique provocation - répression, l'incendie de la violence va repartir de plus belle.

L'opération *Turquoise* est également politique. Nous allons être, très rapidement, conduits à prendre des responsabilités d'ordre administratif - notamment en suppléance des pouvoirs publics disparus. Il nous appartient de relancer les usines de production d'électricité et de traitement des eaux. Je mets sur l'affaire le bureau renseignement du capitaine Bernard Gondal : il faut, d'abord, retrouver les techniciens et agents de la centrale d'épuration des eaux. Celle-ci a cessé de fonctionner dès l'effondrement du régime, le 18 juillet. Comme tous les fonctionnaires de la préfecture, ils sont rentrés chez eux, faute d'être payés et surtout encadrés.

Il y a urgence : la centrale ne fonctionne plus, et il faut éviter à tout prix que la population ne boive de l'eau non traitée, des rivières ou du lac Kivu. La tragique épidémie de choléra qui se déclare à Goma le 22 juillet, nous incite évidemment à ne rien négliger de ces aspects essentiels. Le PC de *Turquoise* m'envoie même un spécialiste des affaires civiles, officier de réserve, qui, dans la vie civile, est un ingénieur de la Lyonnaise des Eaux. Il effectue un audit, et commande directement

gouvernement officiel est encore en place ; le préfet de Cyangugu représente ce pouvoir qui existe encore. Néanmoins, il nous faut agir rapidement. D'où la nécessité d'opérer en souplesse, avec beaucoup de finesse, de conjuguer la force et la diplomatie, la fermeté et la sagesse, en préservant les apparences, sans faire perdre inutilement la face aux autorités encore en place... La moindre étincelle peut faire exploser une situation que l'on a déjà du mal à maîtriser et à calmer.

Dans cette configuration, je choisis donc de « la jouer fine ». Je convoque deux de mes officiers, les commandants Chamot et Fargues, qui connaissent bien le Rwanda, ses us et coutumes. Anciens de la MAM<sup>34</sup> au Rwanda, leur expérience est très utile ; ils constituent donc le précieux détachement de liaison (DL) auprès des autorités et des forces armées rwandaises. Les voilà chargés de prévenir le préfet de Cyangugu au moment même où l'opération d'exfiltration se déclenche. Leur mission consiste à la fois, à faire en sorte que le préfet ne puisse donner des ordres contraires conduisant à un bain de sang, et à nous comporter publiquement de manière à ce que sa susceptibilité soit ménagée, puisque chacun peut constater que l'on prend le soin de l'avertir de la procédure en cours.

34. MAM : Mission d'Assistance Militaire : il en existe dans tous les pays liés à la France par des accords de coopération.

Le 17 juillet à 15 heures, les deux officiers se rendent à l'entretien sollicité auprès du préfet, seuls, pour ne pas faire monter la pression. Une fois encore, il faut ménager les susceptibilités, ne jamais froisser ni vexer inutilement. S'efforcer d'agir sur les intelligences et les cœurs avant de passer au stade de la force. C'est plus difficile, plus complexe, mais aussi plus payant à long terme.

Au même moment, une section d'infanterie motorisée de la 13<sup>e</sup> DBLE boucle le quartier où se trouve la résidence dans lesquelles sont retenus Nsengaremeye et sa famille. Dans la foulée, l'équipe de commandos parachutistes du 2<sup>e</sup> REP investit la villa ; elle ne rencontre aucune résistance des gendarmes rwandais. Les otages sont aussitôt évacués, dans un camion bâché, vers l'aéroport de Cyangugu tandis qu'à quelques kilomètres de là, à Kavumu, l'hélicoptère Puma obligeamment prêté par le groupement COS du colonel Rosier décolle. En quelques minutes de vol, il vient d'enlever l'ancien Premier ministre et sa famille pour les évacuer sur Goma.

J'aurais plus tard, en octobre 1998, l'occasion d'en raconter le déroulement en détail pour le compte de la Mission d'information parlementaire sur le Rwanda. Il est en effet significatif de noter qu'ayant évoqué cette action dans mon rapport de fin de mission sans citer nommément M. Nsengaremeye, les bruits avaient couru

une petite prise d'armes symbolique a lieu sur l'aérodrome de Cyangugu, au cours de laquelle mon adjoint, le lieutenant-colonel Laporte, et moi, ainsi que le médecin chef de l'EMMIR, le médecin-colonel Auclair, reçoivent la croix de chevalier de la Légion d'honneur...

Le 16 juillet, le FPR annonce sa victoire totale à Kigali. Partout c'est l'effondrement des dernières structures de l'ancien régime.

Dès lors, la menace extérieure passe au second plan. Simultanément, mon officier de renseignements m'apprend l'arrivée en ville de membres du gouvernement intérimaire rwandais en fuite, accompagné d'un certain nombre d'éléments de la Garde présidentielle. Ce même gouvernement auquel la responsabilité directe du génocide sera imputée. Après en avoir rendu compte au général Lafourcade, je me rends, escorté du lieutenant Raoul et de ses commandos parachutistes du 2<sup>e</sup> REP, auprès du président par intérim Théodore Sindikuwabo, pour lui signifier que sa présence et celle de membres de son gouvernement sont clairement indésirables. La zone humanitaire sûre ne peut être assimilée à un quelconque sanctuaire au profit de l'ancien gouvernement. L'entretien se déroule avec le président et son ministre des Affaires étrangères, Jérôme Bicamumpaka, dans une ambiance tendue ; dehors les hommes de la GP sont nerveux, les légionnaires parachutistes sont calmes, mais

sur leurs gardes. Je résume nos conditions au président et à son ministre : ils ont vingt-quatre heures pour partir, eux et leurs familles. Je contacte mon homologue zaïrois, le colonel Opango Deke Kange, pour régler avec lui le passage au Zaïre. En définitive, le lendemain 17 juillet, l'ancien gouvernement obtempère et franchit la frontière, non sans avoir lancé sur les ondes de Radio Rwanda, un appel en kinyarwanda aux populations Hutu les incitant à fuir en masse le pays. C'est alors le signal d'un exode proprement hallucinant !

Les routes, les pistes, les sentiers vont se couvrir de centaines de milliers de réfugiés terrorisés, offrant un spectacle dantesque, flot terrible en direction du Zaïre que rien ne peut à première vue endiguer. Chacun s'enfuit dans le plus grand désordre, qui avec son matelas, qui avec son chaudron, qui avec les tôles du toit de sa maison ! Les bords des pistes se couvrent de vieillards et d'enfants qui ne supportent, bien évidemment, pas l'épreuve et meurent d'épuisement.

La plupart de ceux qui survivront, des centaines de milliers de personnes, mourront en 1996-1997, dans des conditions épouvantables, lors de la poussée de l'armée de Kagamé au Zaïre, au Kivu. Les femmes, les vieillards et les enfants feront dramatiquement les frais de ces fuites éperdues. Je découvrirai par hasard quelques-uns de ces rescapés, lors d'un voyage en 2001 au Congo



va nous falloir assurer sa protection rapprochée car Théodore Munyangabe, Hutu lui-même comme la quasi-totalité des hauts fonctionnaires de l'ancien régime, est physiquement menacé par les extrémistes Hutu et les émissaires de l'ancien gouvernement, réfugiés de l'autre côté de la frontière. On lui reproche de n'avoir pas suivi les anciennes autorités en exil, son engagement à nos côtés et surtout son action visant à dissuader les habitants de choisir la fuite au Zaïre. Des ennemis, cet homme généreux et de bonne volonté en a et en aura beaucoup. Je me souviens de son regard à la fois inquiet et déterminé lorsqu'à quelques jours de notre départ, nous lui remettons une arme récemment saisie et des munitions, et lui apprendrons à s'en servir. J'apprendrai avec tristesse, beaucoup plus tard, la suite de son destin. Emprisonné quelques années par le nouveau régime, condamné, puis acquitté, notamment grâce aux témoignages des rescapés Tutsi des massacres de Cyangugu, il sera à nouveau arbitrairement emprisonné. Des assassins à la solde du régime auront finalement raison de lui.

Risques physiques, destins tragiques : les Rwandais de bonne volonté, devaient payer le prix fort dans ce conflit, je l'ai vite compris. Mais que pouvons-nous faire d'autre ? Il fallait agir dans l'urgence, avec les rares bonnes volontés qui se manifestaient, pour tenter de sauver ce qui pouvait encore être sauvé. Ces Rwandais

courageux acceptaient d'être nos relais auprès des populations. Ils étaient au premier rang pour appuyer nos efforts de stabilisation et de restructuration. Ils seront au premier rang lorsque nous nous retirerons. Je le savais, ils le savaient.

Le Comité préfectoral que nous mettons sur pied a pour mission de rétablir, en liaison avec nous, un embryon d'administration, de contrôle et de sécurisation des communes, et bien sûr de rétablissement des structures sanitaires qui ont volé en éclats. En effet, il n'y a plus d'hôpitaux, plus d'infirmeries, les orphelinats sont désertés, les enfants laissés à l'abandon, des nouveau-nés jusqu'aux adolescents ! Devant ce délitement, c'est notre aumônier qui prend sur lui de reconstituer et de réactiver le centre médical Saint François à Cyangugu ! Le Père Richard Kalka, que nous appelons « le pope Richard » (car il porte une barbe fournie et prononce le français avec un accent trahissant ses origines polonaises !) vient de Carcassonne où il veille en temps normal sur le salut des âmes des marsouins parachutistes du 3<sup>e</sup> RPIMA. Rapidement, la renommée du Centre Saint François, havre de paix et d'humanité, dépassera les frontières de la ZHS et nous vaudra de nombreuses visites. Ministres du gouvernement français, officiels de l'ONU, journalistes français et internationaux, et même l'évêque aux armées françaises, monseigneur Dubost !